

# FICHE 1

## ETAT DES LIEUX DES FLUX DE FINANCEMENT DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE



### 30 Md€

C'est le montant total estimé des flux financiers vers l'efficacité énergétique et climatique en France en 2014

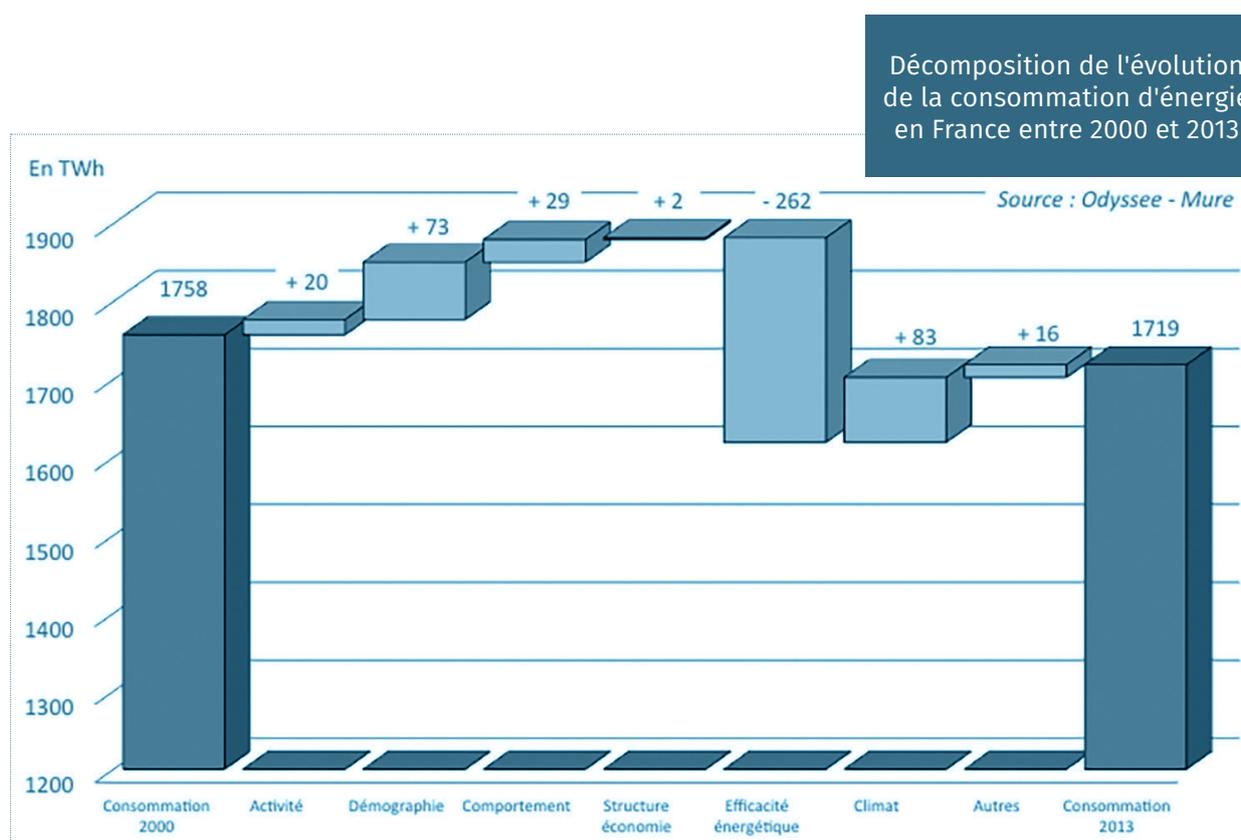
## Recommandations

- Orienter les flux financiers existants vers les gisements de CO2 et d'énergie les plus importants, en particulier les secteurs du transport et du bâtiment
- Cibler les actions les plus efficaces d'un point de vue économique et climatique avec les nouveaux financements de l'efficacité énergétique

### Etat des lieux de l'efficacité énergétique

L'efficacité énergétique n'est pas un enjeu nouveau. L'énergie revêt une dimension géopolitique au niveau macroéconomique, et est un facteur de coûts au niveau microéconomique. L'efficacité énergétique est donc indissociable de la consommation d'énergie.

Ainsi, par rapport à 2000, elle a permis déjà de réduire la consommation de près de 40 TWh d'énergie finale, alors que, dans le même temps, l'activité économique a crû de 16 %<sup>1</sup>.



1. La hausse de l'activité économique a été en partie contrebalancée par la mutation de la structure de l'activité au détriment du secteur industriel, plus consommateur d'énergie que le tertiaire.

L'efficacité énergétique est donc déjà une réalité dans tous les secteurs de l'économie française.

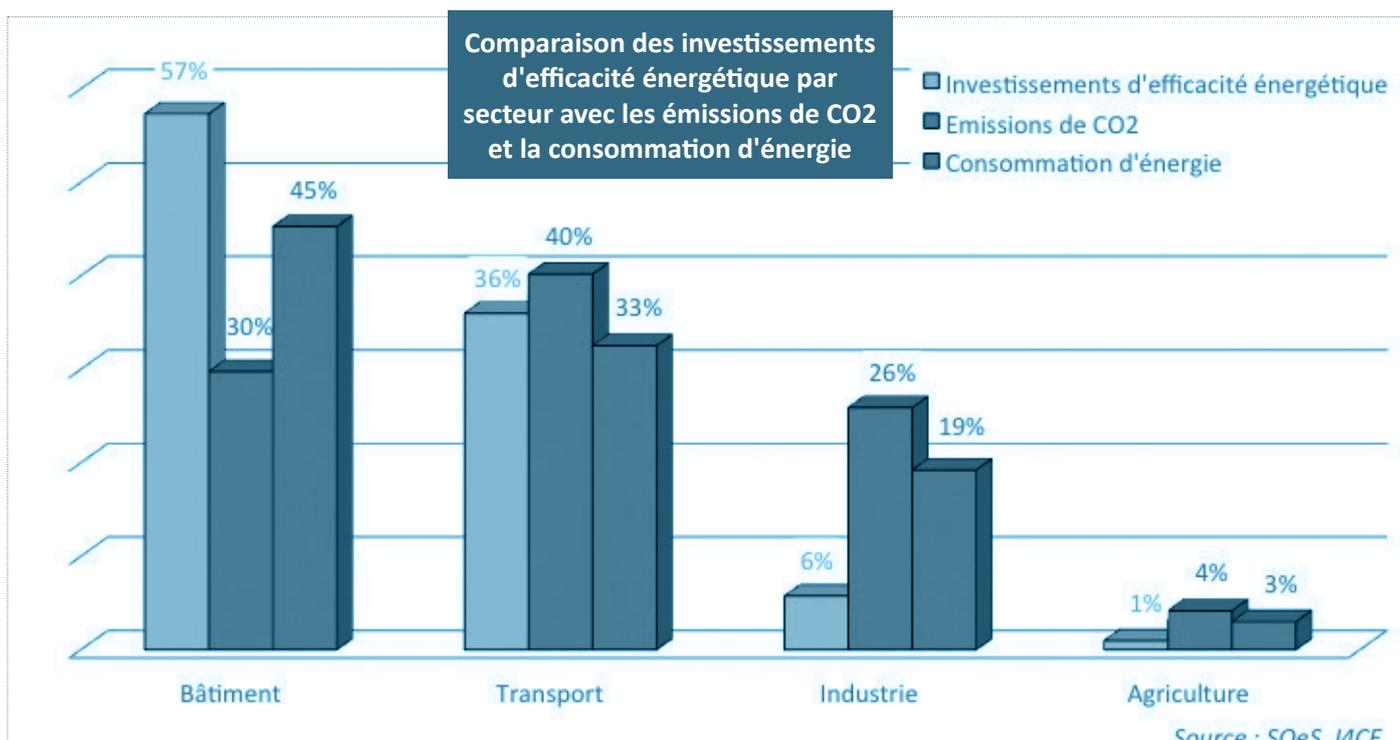
Selon l'institut de recherche I4CE<sup>2</sup>, **le montant total des flux financiers vers l'efficacité énergétique et climatique en France a été de l'ordre de 30 Md€ pour l'année 2014.** Ce montant a concouru à l'évolution positive de plusieurs indicateurs de l'économie française par rapport à l'année 2013 :

- La réduction de la consommation finale d'énergie de 5 TWh,
- La réduction de la consommation primaire d'énergie de 10 TWh,
- La substitution de certaines énergies fossiles par l'électricité et les EnR thermiques,
- La réduction de 7 % des émissions de gaz à effet de serre.

## Flécher les flux financiers vers les gisements pertinents

Néanmoins, la mise en rapport de la répartition des flux financiers avec les émissions de CO2 et la consommation d'énergie sectorielles montre une allocation sous-optimale des ressources financières, illustrée par le graphique ci-dessous.

Le bâtiment est ciblé par la majeure partie des flux financiers (57 %) alors qu'il ne représente que 30 % des émissions de CO2 et 45 % de la consommation d'énergie. A contrario, le transport, secteur le plus émetteur de CO2, est l'objet de flux financiers relativement plus faibles. **Il existe donc des disparités intersectorielles en termes de financement de l'efficacité énergétique, au détriment du secteur du transport, premier émetteur de CO2,** mais aussi de l'industrie et de l'agriculture.



**Au niveau infra sectoriel**, on constate également un certain nombre d'inefficiences. Ainsi, dans le secteur du bâtiment, **le remplacement des fenêtres** représente un poste de subvention important, alors que son efficacité du point de vue énergétique est faible. Les flux financiers sont souvent fléchés vers des actions dont l'efficacité n'est pas avérée d'un point de vue économique et climatique<sup>3</sup>.

### Evolution des financements entre 2015 et 2030

L'étude de l'UFE démontre à la fois le besoin de réorienter les flux financiers vers les actions les plus efficaces dans les secteurs pertinents, mais aussi d'augmenter leurs niveaux. En particulier, 10 actions-clés ont été identifiées dans le transport et le bâtiment, pour des besoins de financement supplémentaires de l'ordre de 30 Md€. Il est donc nécessaire de doubler le niveau du financement de l'efficacité énergétique pour atteindre l'objectif CO2 de la transition énergétique dans le meilleur des cas, c'est-à-dire celui où les flux financiers sont fléchés vers les gisements les plus efficaces.

## Question Bonus

### Où trouver 30 Md€/an dans un contexte économique contraint ?

Il faut comprendre que ces 30 Md€ supplémentaires sont des investissements dans des actions qui génèrent des gains d'économie d'énergie sur toute leur durée de vie. La réduction des factures énergétiques qui en découle compense ces investissements. Pour déclencher ces investissements, l'action de la puissance publique doit être de rentabiliser les actions d'efficacité énergétique en taxant les émissions de CO2 (via la contribution climat énergie par exemple), et de redistribuer ces ressources fiscales pour soutenir les actions pertinentes.

2. [Le Panorama des financements climat](#) recense les dépenses d'investissement en faveur du climat en France et analyse la manière dont ces dépenses sont financées. L'étude dresse une cartographie des flux de financement en faveur du climat au travers de l'économie française, depuis leur source jusqu'à leur secteur et objet de destination.

3. UFE, [Réussir la démarche d'efficacité énergétique en France](#), 2015.